

13 avril 2010 | Par **BERNARD BROUSTET**

First : l'état d'urgence

. Devant le blocage financier des projets de diversification, les élus lancent un cri d'alarme



Hier, les syndicalistes de First et les élus se sont rencontrés. Les représentants du personnel sont très remontés. PHOTO FABIEN COTTEREAU

La situation de First (ex-Ford) est inquiétante, selon Alain Rousset. Et pour Vincent Feltesse, il convient de déclarer « l'état d'urgence ». Ce constat a été dressé hier à l'issue de rencontres successives avec les dirigeants et les syndicats de l'entreprise, en présence de la députée Pascale Got, et de la conseillère générale Christine Bost. Il corrobore les signaux préoccupants qui s'étaient additionnés ces derniers temps autour du dossier, également à l'ordre du jour hier d'une réunion à la préfecture hors la présence des élus.

FAI, qui emploie environ 1 500 personnes en Gironde, et à qui Ford cessera d'acheter des transmissions fin 2011, tente depuis des mois de se diversifier dans la fabrication de grandes couronnes d'éoliennes, qui, selon ses dirigeants et ses actionnaires, devrait dégager assez de marge pour permettre à l'usine de se lancer parallèlement dans des opérations moins rapidement rentables.

Aucun accord conclu

Mais, depuis six mois, ce projet baptisé Atlas bute sur un problème de financement. Soucieux de ne pas brûler prématurément la trésorerie laissée par Ford et pas aidés sur ce point par leur peu

prodigue actionnaire allemand HZ, les dirigeants de First ont demandé à cinq groupes bancaires de financer conjointement une partie des investissements. Soit une vingtaine de millions pour les machines, et un montant à peu près comparable pour le bâtiment construit sous la maîtrise d'ouvrage de la société d'économie mixte Route des Lasers.

Depuis l'automne, aucun accord n'a pu être conclu, malgré l'intervention des instances nationales de la médiation du crédit sur ce dossier sur lequel l'Élysée lui-même se serait penché ; le président de la Région et celui de la CUB ont lâché hier que le Crédit mutuel était à l'origine de ce blocage. Mais il n'est pas sûr que d'autres membres du pool bancaire soient très fâchés de voir l'un d'eux assumer le rôle du méchant, dans ce dossier qui commence vraiment à sentir le roussi.

Vincent Feltesse et Alain Rousset veulent continuer à mettre la pression sur les banques, dont le président de la CUB juge le comportement « hallucinant ».

Alain Juppé a fait savoir hier soir que Christine Lagarde l'avait assuré de sa « détermination à tout mettre en œuvre pour qu'une solution de financement soit très rapidement trouvée ». Mais jusqu'ici, en apparence, Bercy n'a pas su trouver les clés du coffre bancaire.

Le maintien de 1 500 emplois

D'ores et déjà, First réfléchit à un plan alternatif, dont l'une des options inclut l'absence de financement bancaire, voire le renoncement au projet Atlas. A priori, avec un tel scénario, le maintien de 1 500 emplois à l'horizon 2011 paraît hypothétique.

À l'instar de Jean-Luc Gassies (CFTC) et de Carlos Abrantes (CGT), les représentants du personnel sont donc très remontés. Comme le rappelle Francis Wilsius, ex-délégué de FAI et aujourd'hui conseiller régional, Ford avait présenté le montage de reprise comme une solution pérenne.

Les élus vont d'ailleurs mettre le constructeur devant ses responsabilités en lui demandant de continuer, le cas échéant, à s'impliquer au-delà de l'échéance de 2011. Mais quoi qu'il en soit, si les choses tournaient mal, les salariés auraient bien du mal à pardonner tant à la multinationale qu'aux pouvoirs publics, aux banques, et au couple relativement opaque que forment l'actionnaire allemand HZ et son partenaire industriel d'outre-Rhin Johann Hayn.